

# Pierre Nkurunziza est peut-être moins seul qu'on ne le croit...

## BURUNDI Le chef de l'Etat, mis sous pression, n'en garde pas moins des alliés régionaux

ANALYSE

BUKAVU (RD CONGO)

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Le week-end prochain, en principe, un nouveau sommet réunissant les chefs d'Etat d'Afrique de l'Est se tiendra à Dar es Salaam afin de trouver une solution à la crise qui, depuis plus d'un mois, pousse le Burundi au bord du gouffre. Instruit par l'expérience précédente (alors qu'il se trouvait en Tanzanie, le président burundais avait failli être victime d'un putsch militaire), Pierre Nkurunziza, que tous décrivent comme isolé, soumis à des pressions considérables, fera-t-il le voyage ? La France, qui avait longtemps observé une prudente réserve, vient elle aussi de rejoindre la Belgique et les Pays-Bas, en décidant de suspendre sa coopération dans le domaine de la sécurité. Et l'Union européenne a annoncé jeudi la suspension de sa mission d'observation électorale, la situation actuelle « *ne permettant pas la tenue d'élections crédibles* ».

A ces avertissements, à ces pressions assorties de menaces, le régime burundais fait face jusqu'à présent, « au nom de la souveraineté nationale ». Un budget extraordinaire a été débloqué pour faire face aux échéances électorales. Les prochaines législatives seront sans surprise puisque l'opposition a annoncé son intention de les boycotter, une perspective qui ne semble pas émouvoir les autorités. Plusieurs déclarations officielles, dont une note de synthèse remise aux chefs d'Etat africains, dénoncent les « *préjugés* », les « *idées préconçues* » qui « *déforment le jugement des nombreux envoyés spéciaux et autres délégations qui font le voyage vers Bujumbura* ».

Le Burundi critique aussi une « *histoire* » construite de toutes pièces par la « *presse internationale* » et des « *agents étrangers* ». Les autorités assurent en effet que les manifestations, limitées à trois (!) quartiers de Bujumbura, sont « *sponsorisées* » et que les manifestants ont reçu pour instruction de déclencher des incidents violents (une assertion d'autant plus étonnante que tout le monde a pu constater que la police tirait à tir tendu et que, depuis lundi, les Imbo-

nerakure – les jeunes du parti au pouvoir – sont entrés dans les quartiers en ébullition afin de remettre de l'ordre à leur manière avec des bâtons et des fouets...). Les documents officiels assurent aussi que la candidature du président à un troisième mandat n'est pas négociable. De son côté, l'opposition dit exactement la même chose, mais... dans l'autre sens, faisant de l'effacement de Nkurunziza un préalable absolu...

Il est évident que si les pays voisins du Burundi décidaient d'appliquer à son président le même traitement que celui infligé en 1996 à Pierre Buyoya, qui dut faire face à un embargo implacable à la suite d'une tentative de putsch, le régime serait obligé de lâcher du lest sous peine de condamner à l'asphyxie ce pays enclavé.

### Une partie de billard à trois bandes

Mais le feront-ils ? Rien n'est moins sûr. Lors du putsch manqué, en effet, chacun a remarqué que si la Tanzanie avait avalisé le renversement du président, ce dernier n'aurait jamais pu regagner son pays. Or, c'est le président tanzanien Kikwete lui-même qui ramena son collègue à la frontière...

Par ailleurs, entre le Burundi, le Congo et le Rwanda se joue une subtile partie de billard à trois bandes. A Bujumbura, les manifestants assurent, mais sans fournir de preuves, que des Interhahamwe (les rebelles hutus rwandais toujours incrustés au Congo) auraient franchi la frontière pour venir renforcer les Imbonerakure. Par ailleurs, des sources congolaises, non officielles, vont jusqu'à dire que des militaires et des policiers congolais, dépêchés depuis Goma, auraient traversé le lac Kivu pour seconder leurs collègues du Burundi, mais à Bujumbura nul n'a pu confirmer cette information.

A Bukavu, des officiels congolais décrivent les relations entre les deux pays en termes prudents : « *Le Congo ne soutient pas activement Nkurunziza, mais il ne le lâche pas non plus.* »

En fait, nul dans la région n'a oublié qu'en novembre 2013, lors de l'offensive des forces congolaises assistées de la Monusco contre les rebelles tutsis du

M23, soutenus par Kigali, les forces tanzaniennes et sud-africaines, destinées à former la « *Brigade d'intervention africaine* » opérant sous la bannière de l'ONU, avaient été autorisées à transiter par l'aéroport de Bujumbura, au grand déplaisir de Kigali qui n'a pas pardonné ce manque de solidarité du « *petit frère* » burundais. Cet effort conjoint avait entraîné la défaite du M23, allié de Kigali. Depuis lors, les relations entre la Tanzanie et le Rwanda sont exécrables ; entre l'Afrique du Sud et Kigali, le climat est à peine réchauffé ; et les débats actuels sur le Burundi dissimulent beaucoup d'arrière-pensées...

Mais surtout, depuis que des infiltrations rwandaises ont été signalées au Nord-Kivu, le cycle des accusations réciproques a repris. C'est ainsi qu'un officier congolais, documents à l'appui, nous a déclaré que le 7 avril dernier, il avait remis entre les mains de la Monusco un membre des FDLR (rebelles hutus) qui souhaitait regagner son pays. A sa grande surprise, le 13 du même mois, il retrouva l'homme qui avait été renvoyé en opération au Congo...

Même si les sommets régionaux se multiplient et si la crise du Burundi, avec son cortège de réfugiés, inquiète tous ses voisins, on est loin d'une position unanime et sincère. En outre, tout indique que, pour le Congo, entre un voisin perçu comme menaçant (le Rwanda) et un voisin loyal mais en difficulté (le Burundi de Nkurunziza), Kinshasa choisira, au minimum, de ne pas nuire à ce dernier... ■

COLETTE BRAECKMAN

### FAIT DU JOUR

#### L'Eglise catholique se retire du processus électoral

C'est le président de la conférence des évêques du Burundi, M<sup>gr</sup> Gervais Banshimiyubusa, qui l'a annoncé ce jeudi sur la radio catholique *Radio Maria*. Ce retrait est un coup très dur pour la crédibilité du processus électoral. Des prêtres sont à la tête d'au moins cinq des 17 commissions électorales provinciales et beaucoup dirigent ces commissions au niveau des communes. (afp)